# Le danger du confinement en Afrique

***Pierre Micheletti***

**Le continent africain cumule les fragilités dans la lutte contre le Covid-19 : problèmes de santé, conflits armés, insécurité alimentaire, systèmes de santé défaillants. Dans ce contexte, les restrictions de mouvements doivent être accompagnées de mesures garantissant la satisfaction des besoins essentiels.**

Les approches résolument sanitaires et curatives mises en place dans les pays d'abord touchés par le Covid-19, en Asie et en Europe, l'ont été dans des environnements où la sécurité alimentaire n'est pas un enjeu. Mais elles ne sont pas universalisables. La principale stratégie adoptée, celle d'un confinement total est inadaptée aux pays dont les économies sont fragiles ou sinistrées. Ceci est particulièrement vrai sur le continent africain qui cumule des facteurs de fragilité dans la lutte contre le Covid-19. Dans bon nombre de pays africains, qui sont confrontés à une urbanisation rapide et massive, les populations subsistent principalement grâce à des emplois journaliers, relevant souvent de l'économie informelle. Confinées, ces personnes ne sont alors plus en mesure de sortir pour travailler et nourrir leur famille. À Kinshasa, les habitants ont l'habitude de dire : « Si tu ne sors pas, tu ne manges pas. »

## *Une situation sanitaire inquiétante*

Dans le champ de la santé, le continent dans son ensemble était confronté, avant même la pandémie de Covid-19, à une situation sanitaire qui en fait de loin la zone géographique la plus fragile de la planète : alors qu'il représente environ 15 % de la population en 2020, le continent enregistre 70 % des décès mondiaux par le VIH et 75 % des nouvelles contaminations. En Afrique centrale et de l'ouest, pour quatre malades du Sida éligibles, un seul sera traité ; la mortalité maternelle représente 50 % des cas mondiaux ; la mortalité par le paludisme 90 %. Dans plus de la moitié des pays, le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est supérieur à 140 ‰. Dans plus de dix pays d'Afrique, un enfant sur quatre n'atteindra pas l'âge de cinq ans… Pour faire face à l'ensemble des problèmes de santé, ceux déjà cités mais également ceux de la « modernité » d'une société qui s'urbanise (maladies cardio-vasculaire, diabète, accidents vasculaires cérébraux…), une majorité des pays du continent déploie des moyens notoirement insuffisants : ainsi en va-t-il du géant nigérian qui consacre moins de 1 % de son PIB à la santé, là où la France en consacre 12 % et l'Inde 4 %.

Des conflits sévissent dans plusieurs pays : Mali, Burkina Faso, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Nigéria, Somalie… La violence entraîne des déplacements forcés de populations, la destruction des infrastructures, la disparition des services de l'État, des privations. Il en résulte des situations de sous-nutrition majeures.

En Afrique du Nord, au Sénégal, en Guinée, au Kenya, en Éthiopie, en Angola, en Namibie, en Tanzanie, la fuite des médecins est notoire vers l'Europe, l'Australie et l'Amérique du Nord. Le continent abrite 3 % des personnels de santé mondiaux. Les hôpitaux français profitent largement de ces flux d'« immigration choisie » : une version contemporaine de la solidarité Sud-Nord…

Nous savons que pour prendre en charge les situations médicales les plus graves, les systèmes de santé dans les pays pauvres sont défaillants en

personnels qualifiés, en médicaments, en consommables, en moyens de transport pour transférer les patients vers les hôpitaux les plus performants – tout simplement en eau et en électricité parfois. Alors envisager des respirateurs artificiels dans ces contextes relève de la cécité ou de l'utopie. Il n'existe souvent même pas de système de protection sociale.

## *L'insécurité alimentaire*

Alors que l'Afrique représentera 25 % de la population mondiale en 2050 et 40 % à l'horizon 2100, la baisse des rendements agricoles, en lien avec le réchauffement climatique connaîtra, selon les différentes estimations, un recul allant jusqu'à 50 % dans les zones en bordure de la « ceinture verte ». Dans un tel contexte, le confinement a de lourdes conséquences sur les systèmes agricoles et les circuits d'approvisionnement, aujourd'hui largement affectés par les entraves à la circulation des travailleurs concernés. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, les restrictions empêcheront les pasteurs de se déplacer en quête de pâturage ou d'eau, mettant par ailleurs les agriculteurs dans l'impossibilité de vendre leur production. C'est pourquoi il faut absolument maintenir la capacité de production agricole et le transport des récoltes vers les marchés, tout en renforçant massivement l'éducation et les outils nécessaires aux « gestes barrières » pour maîtriser la contamination.

Dans un reflexe protectionniste, des pays exportateurs de produits agricoles ont de plus pris des décisions aux conséquences potentiellement dévastatrices, en interrompant pour certains purement et simplement leurs exportations de blé et de riz.

Baisses drastiques des productions nationales, chute des importations, effondrement des économies des pays pauvres : cumulés, ces différents mécanismes peuvent conduire, sur le moyen et le long terme, à des crises alimentaires de grande ampleur, affectant des millions de personnes. Les restrictions pour contenir la pandémie pourraient alors faire plus de victimes que le virus lui-même. Avant le déclenchement de la crise sanitaire actuelle, la sous-nutrition touchait plus de 800 millions de personnes dans le monde. Sur

les vingt-huit pays ayant besoin d'aide à cet égard, dix-huit étaient en Afrique.

## *Aides vitales*

Des solutions alternatives se présentent pourtant aux gouvernements et à la communauté internationale. Dans des contextes de pauvreté, les restrictions de mouvements – si elles ne pouvaient être évitées – doivent être accompagnés de mesures garantissant que les besoins essentiels seront couverts. Faute de quoi, aux effets du virus et à la sous-nutrition, pourraient se rajouter des violences sociales. Si les aides vitales ne sont pas possibles, il faut écarter l'option du confinement.

La mobilisation internationale à l'égard des pays les plus pauvres doit tenir compte de ces réalités. Par l'ampleur du soutien financier, mais également par les stratégies déployées : l'agriculture et les systèmes alimentaires doivent impérativement être pris en compte dans les plans de réponse apportés à cette crise.

Mais les mauvais indicateurs de santé, au-delà d'une pandémie dont personne ne peut prédire l'intensité et les conséquences à venir sur le sol africain, continueront, dans tous les cas, de prospérer sur la pauvreté, le manque d'éducation, la faiblesse des infrastructures. Au-delà de l'urgence, la question du long terme est bien sûr posée. C'est ainsi la déliquescence politique d'une partie du continent qui est mise au grand jour : celle de la mal-gouvernance, du népotisme, de la corruption et du clientélisme qui règnent dans de nombreux pays, maintenant les populations dans la misère et la violence. Émerge également la question de la spoliation des terres agricoles ou de la prédation sur les richesses naturelles destinées à l'exportation, dont les dividendes ne profitent pas aux plus pauvres.

Alors que l'épidémie de Covid-19 vient soudain réaffirmer la nécessité d'un État-providence, attentif au bien-être du plus grand nombre, et à une répartition la plus harmonieuse possible des richesses, on ne peut qu'être inquiet pour bon nombre de pays du continent africain, qui mérite, dans le contexte actuel, toute notre attention.